

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Étienne

St Étienne, le 09/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Station d'épuration du Pertuiset SEM [Ex-SIVO (SYNDICAT INTERCOM. VALLEE ONDAINE)]

SAINT-ETIENNE METROPOLE

2 avenue Grüner
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-DSSP-026-045

Code AIOT : 0006108714

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement Station d'épuration du Pertuiset SEM [Ex-SIVO (SYNDICAT INTERCOM. VALLEE ONDAINE)] implanté Station d'épuration du Pertuiset La Noirie 42240 Unieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Station d'épuration du Pertuiset SEM [Ex-SIVO (SYNDICAT INTERCOM. VALLEE ONDAINE)]
- Station d'épuration du Pertuiset La Noirie 42240 Unieux
- Code AIOT : 0006108714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SAINT-ETIENNE métropole exploite la station de traitement des eaux urbaines située à UNIEUX. Les boues de STEP sont épaissies par une centrifugeuse avant de transiter dans un hydrolyseur thermique (THELYS). Ces dernières sont ensuite transférées dans le digesteur (rubrique 2781) permettant de récupérer, d'une part, du biogaz lui-même utilisé via une chaudière (rubrique 2910) pour le fonctionnement de l'étape précédente d'hydrolyse thermique (avec pour complément une chaudière fioul) et, d'autre part, des boues épandues en bout de champ agricole suivant un plan d'épandage défini.

Contexte de l'inspection : Récolement

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Seuils des rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE	Sans suites, Demande d'un Porter-à-connaissance	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Registre déchets sortants - Plan d'épandage	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 5.1.6. et 5.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 4.3.2.	/	Demande de justificatif et demande d'action corrective	3 mois
4	VLE - Eaux d'extinction d'incendie et des eaux de voiries	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 4.4.9.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 7.3.6.2.	/	Demande de justificatif et demande d'action corrective	1 mois
6	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 4.3.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Comme indiqué lors de la précédente inspection, l'exploitant doit déposer sous 6 mois un porter-à-connaissance pour mettre en cohérence ses arrêtés préfectoraux avec l'activité réelle du site (abandon de la chaudière gaz et nouveau régime de la méthanisation).

La visite d'inspection a permis de constater que des travaux ont été menés afin de permettre la rétention des eaux d'extinction incendie cependant à ce jour, les 7 obturateurs manuels ne sont pas installés. L'exploitant dispose d'un mois pour fiabiliser son plan d'urgence : mise à jour des procédures, formation du personnel, réception par le SDIS et réalisation d'un exercice en conditions réelles.

Le plan des réseaux est inexistant et le registre des déchets est incomplet. L'exploitant doit fournir une cartographie précise et un registre conforme d'ici 3 mois. Enfin, l'exploitant doit justifier de la présence d'un dispositif d'isolement sur le réseau de collecte de la zone de dépotage de fioul ou à défaut indiquer les actions correctives à mettre en œuvre et transmettre un calendrier prévisionnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Seuils des rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE
Thème(s) : Situation administrative, Seuils des rubriques ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Sans suites
Prescription contrôlée : date d'échéance qui a été retenue : 24/06/2024 Respect des seuils des rubriques ICPE présentées dans l'arrêté préfectoral sus-nommé.
Constats : <p>Le constat de l'inspection précédente est maintenu, aucune action de régularisation n'ayant été finalisée par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant (prestataire VEOLIA) indiquait à la précédente inspection que les prescriptions de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC) du 24 octobre 2017 n'ont jamais été mises en œuvre, le projet d'installation d'une chaudière au gaz naturel ayant été abandonné. En conséquence, l'exploitant considère toujours l'arrêté du 27 avril 2009 comme le seul cadre de référence applicable pour le suivi des émissions atmosphériques.</p> <p>Par ailleurs, la précédente inspection avait fait émerger l'évolution de la nomenclature concernant la rubrique 2781-2 (méthanisation) soumettant désormais l'installation au régime de l'enregistrement et non plus au régime de l'autorisation. De plus, l'exploitant indique que la quantité de matière sèche traitée est de 500t/an soit 2315t de boues brutes traitées annuellement. Il doit préciser la quantité traitée journalièrement.</p> <p>Bien que l'exploitant réalise ses contrôles selon l'arrêté de 2009, la situation administrative reste irrégulière. Tant qu'il n'est pas formellement abrogé ou modifié par un nouvel acte administratif, l'APC du 24 octobre 2017 demeure juridiquement en vigueur. L'exploitant doit solliciter la modification ou l'abrogation de cet APC pour mettre en cohérence le cadre réglementaire avec l'exploitation réelle du site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande 1 <p>L'exploitant devra transmettre au préfet un porter-à-connaissance (PAC), conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, comprenant les éléments suivants :</p> <p>1. Caducité partielle de l'APC du 24/10/2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Justification du constat : Confirmer officiellement la non-installation de la chaudière au gaz naturel.• Analyse de caducité : En application de l'article 1.4 de l'APC du 24/10/2017, l'exploitant doit lister les prescriptions devenues caduques faute de mise en service des installations dans le délai de 2 ans.• Actualisation : Solliciter l'abrogation de cet arrêté ou la reprise des prescriptions applicables dans un arrêté préfectoral de synthèse afin de rétablir la cohérence entre le

cadre réglementaire et l'exploitation effective.

2. Positionnement administratif : Régularisation au regard de la rubrique 2781-2 (Méthanisation)

Suite à l'évolution de la nomenclature en 2018, la rubrique 2781-2 est une installation désormais soumise à enregistrement (quantité de matières traitées inférieures à 100 t/j). L'exploitant doit indiquer son souhait de conserver ou non le bénéfice de la procédure d'autorisation ou déposer un dossier d'enregistrement. Par ailleurs, il doit présenter les justificatifs nécessaires relatifs aux quantités de matière brute traitées journalièrement afin de confirmer son classement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Registre déchets sortants - Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 5.1.6. et 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets sortants - Plan d'épandage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>5.1.6.</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]</p> <p>5.2.</p> <p>[...] Caractéristiques de l'épandage</p> <p>Cf tableaux</p> <p>arrêté du 29 février 2012 (Abrogé par Arrêté du 31 mai 2021 - art. 16 (VD) / Modifié par Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 5) article 2</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ;- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;- la quantité du déchet sortant ;- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Constats :

Documents d'épandage : Suite à l'inspection précédente, l'exploitant a transmis le bilan agronomique des épandages 2023 ainsi que le programme prévisionnel 2024 pour la station d'épuration du Pertuiset (SÉM). Ces documents ont été réceptionnés par l'inspection.

Registre des déchets : Le contrôle de l'outil de suivi des déchets sortants avait toutefois révélé que ce dernier n'était pas exhaustif. Il ne contient pas l'ensemble des mentions obligatoires prévues par la réglementation en vigueur, rendant le suivi chronologique incomplet.

Suite à la nouvelle visite d'inspection, l'exploitant n'a pas transmis ces informations bien qu'elles lui aient été demandées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Demande 2**

Mettre en conformité le registre des déchets conformément aux exigences de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets. Compléter les informations du registre de déchets sortant avec les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 4.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jours, notamment après chaque modification notable, et datés. [...]
Constats : Lors de l'inspection, aucun plan des réseaux de canalisations n'a pu être présenté. En l'état, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une connaissance précise du cheminement des effluents (eaux usées, eaux pluviales, eaux de process). L'emplacement des points de rejet des eaux pluviales de voiries et de leurs futurs dispositifs d'obturation d'urgence, au nombre de 7, ont été identifiés et présentés lors de la visite d'inspection du 19/01/26 .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 3 Mettre à jour et transmettre le plan des réseaux : L'exploitant devra établir (ou mettre à jour) et transmettre à l'inspection un plan de réseaux conforme, répondant aux critères suivants : <ul style="list-style-type: none">• Exhaustivité : Représenter l'ensemble des réseaux (eaux pluviales, eaux usées, effluents industriels).• Lisibilité : Le plan doit être à une échelle exploitable, lisible, détaillé et muni d'une légende claire.• Identification des points clés : Faire apparaître les regards de visite, les dispositifs d'isolement (vannes de sectionnement, obturateurs), les installations de traitement (débourbeurs, séparateurs d'hydrocarbures) et les points de rejet vers le milieu naturel ou le réseau collectif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : VLE - Eaux d'extinction d'incendie et des eaux de voiries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 4.4.9.
Thème(s) : Risques chroniques, VLE - Eaux d'extinction d'incendie et des eaux de voiries
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Pour les eaux de voiries, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration ci-dessous [...] Cf tableau.</p> <p>Les eaux confinées sur le site lors d'un incendie ne pourront être rejetées au milieu récepteur qu'après analyse [...]</p>
Constats : <p>Dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie : L'exploitant a défini une stratégie de confinement basée sur la topographie du site et la mise en charge des réseaux de canalisations. Le dispositif repose sur la création de deux zones de rétention distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Zone 1 : Capacité de 132 m³ (obtenue par l'obturation de 4 points de rejet).• Zone 2 : Capacité de 121,5 m³ (obtenue par l'obturation de 3 points de rejet). <p>Le confinement est assuré par des dispositifs d'obturation à déclenchement manuel situés à chaque point de rejet.</p> <p>Toutefois, lors de l'inspection, il a été noté que la procédure d'intervention incendie n'intègre pas encore de manière détaillée les modalités opérationnelles de mise en œuvre de ces obturateurs (procédure chronologique et consignes pratiques, délais de mise en place, désignation du personnel responsable, accessibilité des vannes/obturateurs en cas de sinistre).</p> <p>Justificatif de dimensionnement : L'exploitant démontre que les volumes des deux zones de rétentions de 132 m³ et 121,5 m³ sont suffisants au regard de la prescription 7.3.6.2. "Bassin de confinement et bassin d'orage" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/10/2017. Cet article prévoit en effet un volume de 120m³ (eau d'extinction sur une période de deux heures).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Demande 4</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">• La procédure incendie mise à jour, incluant un volet spécifique sur le confinement des eaux d'extinction. Cette procédure doit préciser l'organisation humaine et matérielle permettant de garantir l'obturation des 7 points de rejet en cas d'alerte, y compris en dehors des heures ouvrées.• Un plan de situation identifiant clairement l'emplacement des zones de rétention et des postes d'obturation manuels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 7.3.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) seront confinées sur le site par tout moyen nécessaire. [...] L'exploitant devra sous un mois vérifier la capacité du site à retenir un volume de 120m ³ (eaux d'extinction sur une période de deux heures). Dans le cas où le site muni d'obturateurs au niveau des avaloirs d'eaux pluviales ne pourrait pas retenir ce volume, l'exploitant fournira sous trois mois une étude pour l'installation d'un bassin de confinement.
Constats : Le confinement des eaux d'extinction d'incendie repose sur la topographie du site et la mise en charge du réseau de collecte. L'exploitation étant disposée en longueur, deux zones de rétention ont été identifiées, l'exploitant indique que le site est désormais muni d'une zone de 132 m ³ (obturant 4 points de rejet) et d'une zone de 121,5 m ³ (obturant 3 points de rejet). En effet, selon le lieu de l'incendie, l'une ou l'autre des capacités de rétention sera mise en œuvre. L'exploitant indique avoir écarté les vannes purement manuelles pour des raisons de rapidité d'exécution, ainsi qu'un système centralisé par crainte d'une défaillance électrique liée au sinistre. Le dispositif retenu repose donc sur des postes d'obturation à déclenchement individuel pour chaque point de rejet. L'inspection souligne toutefois que ce choix multiplie les interventions humaines nécessaires (points de déclenchement distincts) dans un contexte d'urgence dégradé (fumées, stress). Par ailleurs, l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit : « En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. ». Aussi, au regard de cette prescription, l'exploitant doit soit : - rendre le système de déclenchement automatique, soit - établir un bilan technico-économique et demander une dérogation en précisant les mesures prévues pour compenser ce manquement. L'efficacité globale du confinement est strictement dépendante de l'accessibilité physique des vannes et de la rapidité des opérateurs en conditions dégradées. À ce jour, la procédure d'urgence n'intègre pas ces nouvelles dispositions et le personnel n'a pas été formé à cette configuration spécifique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 5 (Procédure) : Transmettre la procédure incendie mise à jour intégrant un volet "Confinement des eaux d'extinction incendie". Ce document devra inclure un plan de repérage des 7 postes de déclenchement et définir précisément les missions des équipiers d'intervention selon la zone du sinistre. Demande 6 (Formation et Exercice) : Réaliser un exercice de sécurité grandeur nature simulant un besoin de confinement. L'exploitant transmettra le compte-rendu de cet exercice, en précisant

notamment le délai réel de fermeture de l'ensemble des points de rejet.

Demande 7 (Maintenance) : Préciser et prévoir les modalités de contrôle périodique et de maintenance de ces obturateurs pour garantir leur fiabilité.

Demande 8 (régularisation de la non conformité au déclenchement automatique des dispositifs d'obturation) : *l'exploitant doit soit :*

- rendre le système de déclenchement automatique, soit

- établir un bilan technico-économique et demander une dérogation en précisant les mesures prévues pour compenser ce manquement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des milieux
Prescription contrôlée : Un système d'isolement permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les dispositions prises pour assurer l'isolement des réseaux et la gestion des flux accidentels des zones à risques (stockage de boues et dépotage fioul). Au niveau du garage de stockage des boues, les portails ne sont pas étanches. Un caniveau-grille de récupération des eaux de lavage de ce bâtiment a été équipé d'une vanne d'isolement manuelle pour éviter l'envoi d'eaux d'extinction incendie vers la station d'épuration. Un dispositif d'obturation manuelle a été ajouté à ce niveau. L'exploitant doit s'assurer de l'efficacité globale du système d'isolement. La zone de dépotage de fioul, dont les pentes ont été réaménagées vers le réseau interne, ne semble pas disposer d'un organe d'isolement dédié (vanne ou obturateur). En l'absence de plan des réseaux (demande n°3), l'inspection ne peut s'assurer de l'absence de points de rejet non contrôlés ou de by-pass vers le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 9 Justifier de la présence d'un dispositif d'isolement sur le réseau de collecte de la zone de dépotage de fioul ou à défaut indiquer les actions correctives à mettre en œuvre et transmettre un calendrier prévisionnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois